

# MANDAT DE PRELEVEMENT SEPA

Référence unique du mandat

**Type de contrat** : Prélèvement prestation : Accueil Collectif de Mineurs

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez **le CIAS de la Rive Droite** à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte conformément aux instructions **du CIAS de la Rive Droite**.

**IDENTIFIANT CREANCIER SEPA**

**FR 43 ZZZ 599666**

Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

## DESIGNATION DU TITULAIRE DU COMPTE A DEBITER

Nom, prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : .....

Ville : .....Pays :

## DESIGNATION DU CREANCIER

Nom : **CIAS de la Rive Droite**

Adresse : **2 rue des écoles**

Code postal : **57300**

Ville : **TRÉMERY** Pays : **FRANCE**

## DESIGNATION DU COMPTE A DEBITER

IDENTIFICATION INTERNATIONALE (IBAN)

IDENTIFICATION INTERNATIONALE DE LA BANQUE (BIC)

\_\_\_\_\_ (\_\_\_\_) \_\_\_\_\_

**Type de paiement** : Paiement récurrent / répétitif

Signé à : .....

**Signature :**

Le.....

DESIGNATION DU TIERS DEBITEUR POUR LE COMPTE DUQUEL LE PAIEMENT EST EFFECTUE (SI DIFFERENT DU DEBITEUR LUI-MEME ET LE CAS ECHEANT) :

Nom du tiers débiteur : .....

**JOINDRE UN RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE (au format IBAN BIC)**

### Rappel :

En signant ce mandat j'autorise ma banque à effectuer sur mon compte bancaire, si sa situation le permet, les prélèvements ordonnés par **le CIAS de la Rive Droite**. En cas de litige sur un prélèvement, je pourrai en faire suspendre l'exécution par simple demande à ma banque. Je réglerai le différend directement avec **le CIAS de la Rive Droite**.

Les informations contenues dans le présent mandat, qui doit être complété, sont destinées à n'être utilisées par le créancier que pour la gestion de sa relation avec son client. Elles pourront donner lieu à l'exercice, par ce dernier, de ses droits d'opposition, d'accès et de rectification tels que prévus aux articles 38 et suivants de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.